



Conseil

Distr. générale
20 mars 2014
Français
Original : anglais

Vingtième session
Kingston (Jamaïque)
14-25 juillet 2014

Élection destinée à pourvoir un siège devenu vacant à la Commission juridique et technique, conformément au paragraphe 7 de l'article 163 de la sous-section C de la section 4 de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Note du Secrétaire général

1. Le Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins est invité à prendre note du fait que Laleta Davis-Mattis (Jamaïque), membre de la Commission juridique et technique, a démissionné le 4 février 2014. M^{me} Davis-Mattis avait été élue membre de la Commission le 21 juillet 2011 (voir [ISBA/17/C/21](#), par. 18), pour un mandat de cinq ans commençant le 1^{er} janvier 2012.
2. Conformément au paragraphe 7 de l'article 163 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et au paragraphe 3 de l'article 80 du Règlement intérieur du Conseil, en cas de décès, d'incapacité ou de démission d'un membre de la Commission avant l'expiration de son mandat, le Conseil élit, pour la durée du mandat restant à courir, un membre de la même région géographique ou représentant la même catégorie d'intérêts.
3. Le paragraphe 3 de l'article 163 de la Convention et l'article 81 du Règlement intérieur du Conseil disposent que les membres de la Commission doivent avoir les qualifications requises dans les domaines relevant de la compétence de celle-ci et que, afin de permettre à la Commission d'exercer ses fonctions efficacement, les États parties doivent désigner des candidats de la plus haute compétence et de la plus haute intégrité, ayant les qualifications requises dans les domaines pertinents.
4. Dans une note verbale datée du 12 février 2014, la Mission permanente de la Jamaïque auprès de l'Autorité internationale des fonds marins a informé le secrétariat de l'Autorité que Michelle Walker, chef du service juridique du Ministère jamaïcain des affaires étrangères et du commerce extérieur, était candidate à l'élection destinée à pourvoir le siège devenu vacant à la Commission. Le curriculum vitæ de M^{me} Walker est joint en annexe de la présente note.



Annexe

Curriculum vitae*

Michelle Walker

Compétences professionnelles/ qualité de membre		Association du barreau jamaïcain
Expérience professionnelle	2001-présent	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur Conseillère juridique, chef du service juridique <ul style="list-style-type: none"> • Formule des conseils sur des questions juridiques, en particulier en ce qui concerne l'application et l'interprétation des traités, dont la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer • Représente le Gouvernement dans les processus de négociation d'accords relatifs à divers domaines, comme la délimitation maritime (chef adjointe de délégation) • Responsable de l'appui au projet d'assistance technique dans le cadre du renforcement des capacités en matière de délimitation maritime et du suivi du projet • A formulé des conseils dans le cadre de l'élaboration des directives nationales concernant les activités de recherche maritime menées dans l'espace maritime jamaïcain • Représente le Gouvernement auprès de diverses instances régionales et internationales, comme l'Autorité internationale des fonds marins (membre de la délégation depuis 2001) ou la Sixième Commission de l'Assemblée générale • A représenté le Ministère à des groupes de travail sur l'application d'accords régionaux relatifs à l'environnement • Membre du Conseil national jamaïcain de la gestion de la zone océanique et côtière
	1998-2001	Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) Georgetown (Guyana)

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

	1991-1998	Ministère de la justice Kingston
		<ul style="list-style-type: none"> • A formulé des conseils sur la ratification de plusieurs traités relatifs à l'environnement, dont la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) • A participé à la négociation de divers accords bilatéraux, notamment des accords sur l'investissement bilatéral et la délimitation maritime • A représenté le pays auprès de diverses instances régionales et internationales, comme la CARICOM, l'Organisation des États américains (OEA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Assemblée générale
Compétences linguistiques		Anglais (courant) Espagnol (niveau débutant) Français (niveau débutant)
Formation	1985-1991	Université des West Indies [Mona (Jamaïque)] <ul style="list-style-type: none"> • Licence de droit (avec mention) • Certificat de formation juridique de la Norman Manley Law School University College de l'Université de Londres <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise de droit (bourse Sir Edgerton Richardson, British Council)
Publications		<ul style="list-style-type: none"> • <i>Show Me the Money, Jamaica's Implementation of the International Convention on Terrorism Financing, Risky Business</i> (2010) • <i>Some Aspects of the CARICOM Single Market and Economy, The West Indian Law Journal</i> (2005) • <i>An Overview of Jamaica's World Trade Organization Obligations, The Jamaica Bar Association Journal</i> (2004)